Document generated on 04/25/2024 1:46 a.m.

Relations

RELATIONS

Une solidarité internationale vivante

Mouloud Idir

Number 774, September–October 2014

URI: https://id.erudit.org/iderudit/72449ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Idir, M. (2014). Une solidarité internationale vivante. *Relations*, (774), 7–8.

Tous droits réservés © Relations, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

sous forme d'impôts qui ne sont pas payés au Canada. En théorie, par le biais du principe dit de « non double imposition », une entreprise ou un individu ne peut être imposé pour le même revenu dans deux juridictions. Cela se comprend. Mais en réalité, ce principe est perverti, certains en venant à n'être imposés nulle part grâce à des traités bilatéraux entre le Canada et des paradis fiscaux (la Barbade, les Bermudes, etc.), qui permettent à des entreprises et à des contribuables de payer leurs impôts là où ils sont les moins élevés, voire nuls.

Ce faisant, le gouvernement fédéral se crée ainsi lui-même une concurrence fiscale qui justifie sa propension à abaisser le taux d'imposition des entreprises. L'art de se tirer consciemment dans le pied, en somme. Fait accablant, le Canada a grandement contribué à la naissance des paradis fiscaux, comme le démontre Alain Deneault dans son important ouvrage, *Paradis fiscaux : la filière canadienne* (Écosociété, 2014).

Nous avons l'impression que ces structures juridiques et fiscales complexes, aux règles du jeu établies à l'extérieur de nos frontières, nous échappent totalement. Il y a là un éloignement symbolique et géographique de la responsabilité sociale des entreprises qui fait en sorte que nous, simples citoyens, avons le sentiment que la solution au problème est hors de portée. Comment le Canada peut-il combattre cette évasion fiscale légale qui se joue sur un échiquier mondial? De surcroît, comment le gouvernement du Québec pourrait-il agir sur des questions qui relèvent en grande partie de compétences fédérales?

Pourtant, des solutions existent. Le collectif Échec aux paradis fiscaux a publié au mois de mai dernier un rapport intitulé *Paradis fiscaux : Des solutions à notre portée*. Il propose sept recommandations très concrètes au gouvernement du Canada afin de mettre fin à ces privilèges immoraux et économiquement inefficaces. Ces propositions sont très précises, voire techniques, mais se résument à deux éléments : une plus grande transparence et la suppression de privilèges accordés aux multinationales canadiennes. Des solutions tout à fait applicables, mais que le gouvernement Harper refuse d'adopter (une motion du NPD en ce sens a d'ailleurs été rejetée le 29 avril dernier par les conservateurs, alors que tous les autres partis l'appuyaient). Quant au gouvernement Couillard, il refuse, comme tous ses prédécesseurs, de défendre de telles solutions en prétendant faussement qu'il n'y peut rien. ●

Une solidarité internationale vivante

Le Forum social mondial sur les initiatives de paix et la sécurité humaine fut l'occasion de débattre d'enjeux géopolitiques cruciaux.

MOULOUD IDIR

Depuis la fin du XIX^e^ siècle et le début du XX^e^ siècle, beaucoup de réflexions et d'écrits ont développé la notion d'impérialisme pour expliquer les conflits armés menés par les États industrialisés capitalistes. Sommairement, l'expansionnisme militaire est vu comme une conséquence de la conquête de « nouveaux marchés » pour ces pays. Dans cette optique, ce sont les tensions liées à l'extension du capitalisme qui sont à l'origine de la guerre de 1914-1918.

Un siècle plus tard, les commémorations officielles du centenaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale, initiées par de nombreux États occidentaux, visent surtout à consolider leurs conglomérats militaristes et affairistes. L'impérialisme prend de nouveaux visages, cette fois sous l'égide de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Les membres dominants de cette organisation mènent une guerre de classe au niveau planétaire pour la consolidation d'intérêts géostratégiques et l'imposition d'un nouveau système impérial au service du capitalisme néolibéral.

C'est dans ce contexte que des mouvements de solidarité internationale, animés par des principes et des convictions pacifistes, écologistes, antimilitaristes, féministes, antiracistes et anti-impérialistes, se sont mobilisés pour partager leurs contre-discours et leurs luttes pour la paix. Du 6 au 9 juin dernier, ils organisaient le premier Forum social mondial sur les initiatives de paix et la sécurité humaine à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine.

Le choix de cette ville n'est pas le fruit du hasard, l'assassinat, en juin 1914 à Sarajevo, de l'archiduc

L'auteur est responsable du secteur Vivre ensemble au Centre justice et foi

L'assemblée d'ouverture du forum, le 6 juin dernier. Photo : Lucas Wirl

François-Ferdinand, héritier de l'empire austro-hongrois, étant généralement considéré comme l'élément déclencheur de la Première Guerre mondiale. Le forum a été organisé par le Réseau pour la paix de Bosnie-Herzégovine, qui est composé de dizaines d'associations de pays d'ex-Yougoslavie et d'ailleurs en Europe ainsi que par une coordination internationale active depuis septembre 2012. Coordonnée par les Initiatives internationales des YMCA du Québec, une délégation québécoise composée de 35 personnes a organisé une douzaine d'ateliers portant sur divers enjeux liés à l'inflexion militariste croissante du Canada. Les membres du Collectif Échec à la guerre y ont notamment distribué leur récente brochure intitulée *La montée inquiétante du militarisme au Canada*, ainsi que de nombreuses autres publications pédagogiques.

L'événement a été l'occasion de rencontres inédites et riches en partage d'expériences de luttes. Des centaines d'ateliers, de tables rondes et d'activités culturelles ont été organisés[1]. Les débats ont porté sur cinq thèmes principaux : les alternatives au militarisme; la justice sociale, la paix et la sécurité humaines; la culture de la paix et la non-violence; les questions de genre et les femmes pour la paix; les images de l'ennemi et les réconciliations.

Dans le cadre de la table ronde sur les alternatives au militarisme, les interventions de la Nord-Irlandaise Mairead Maguire, Prix Nobel de la paix de 1976, et de Joseph Gerson, un intellectuel antimilitariste étasunien, ont été marquantes. M^me^ Maguire a insisté sur le rôle de l'OTAN comme obstacle structurel à la paix, de même que sur la caducité des institutions internationales pour relever les défis du pacifisme. Joseph Gerson a quant à lui montré l'importance de l'historicité pour comprendre la nature géopolitique des conflits guerriers. D'autres présentations ont permis de réfléchir sur la question de la paix en lien avec les atteintes aux services publics, les privatisations, les pertes d'emplois et la destruction des modes de régulation étatiques. Elles ont bien montré comment les conflits armés entre groupes ethniques sont aussi liés aux politiques néolibérales.

Ce forum a également permis aux participants d'en apprendre davantage sur l'expérience des *plenums*, ces assemblées citoyennes ayant émergé à la suite des mesures d'austérité imposées par les institutions multilatérales présentes en Serbie et en Bosnie. Ces assemblées populaires sont des expériences inédites de cohabitation intercommunautaire, de démocratie directe radicale, de participation citoyenne et de lutte contre la corruption et contre les inégalités sociales.

Le forum s'est terminé par une grande assemblée de convergence, qui fut l'occasion de discuter de quelques initiatives à réaliser au cours des mois à venir. Les organismes ont été invités à saisir l'occasion de la tenue du prochain sommet de l'OTAN en septembre 2014, au pays de Galles, pour amorcer un débat sur sa véritable nature et exiger son abolition. Les responsables de la campagne *Move the money*, relayée par l'International Peace Bureau, y ont pour leur part insisté sur l'importance de la réduction des dépenses militaires en vue d'atteindre différents objectifs fixés par l'ONU. D'autres campagnes en cours contre le commerce des armes, le nucléaire et l'utilisation de drones en violation totale des souverainetés étatiques ont aussi été soulignées. Enfin, la deuxième conférence « Les Femmes dans la guerre », prévue à Beyrouth au printemps 2015, et le prochain Forum social mondial à Tunis, en mars 2015, seront des occasions d'approfondir certains enjeux esquissés lors de l'événement. ●

1. Voir <peaceeventsarajevo2014.eu>.